

## L'élection des instances dirigeantes du PRDR (S) a consacré sa division

# Sauve qui peut!

**Après de multiples péripéties, des décisions de justice, des démissions en série et des disputes en tout genre, le PRDR a réussi, dans la douleur, à enfanter un bureau politique, après s'être donné un président de Conseil et un Secrétaire général. De nombreux cadres du parti, regroupés sous le label des réformateurs, déjà frustrés par le choix des membres du Conseil national, se sont réunis le mardi 06 décembre au soir, et ont décidé de geler leur participation au parti en attendant d'y voir plus clair.**

Mardi soir aux environs de 21 heures, le domicile de Taleb Mohamed Ould Lemrabott à la Socogim de Teveragh Zeina refusait du monde. Des anciens ministres et députés, des notables, des cadres venus en délégations de toutes les régions du pays ont répondu à l'appel des organisateurs. Entre mécontents parce qu'ils n'ont pas été choisis dans les instances du parti ou parce que le changement n'a pas répondu à leurs attentes et simples cadres (Bellil, Daha Ould Teiss), inquiets de la dérive de leur parti et qui refusent de cautionner cette mascarade, tous sont venus exprimer leur indignation et se concerter sur la conduite à tenir: rester ensemble pour fonder un parti ou se disperser. Une chose est en tout cas certaine: le PRDR les a perdus pour de bon.

A la fin des discussions, ils ont décidé de poursuivre la réflexion et de mettre en place un comité de suivi et de concertation. Un premier coup dur pour le PRDR qui perd ainsi beaucoup de membres et pas des moindres. Et c'est probablement pour ne pas en perdre de nouveaux que ce parti a décidé d'engager une course contre la montre pour se "normaliser"

Après l'ordonnance de la chambre administrative du Tribunal de Nouakchott annulant les décisions de son dernier congrès pour vices de formes, avant que cette décision ne soit cassée par la Cour d'appel, le PRDS a tout fait -parfois dans la précipitation- pour élire ses instances. Car

# Sauve qui peut!

Suite de la Une

les plaignants ne s'avouent pas vaincus. Ils se sont aussitôt rabattus sur le tribunal départemental de Tevragh-Zeina que la Cour d'appel a désigné comme compétent pour statuer sur le litige qui les oppose à leur parti. Et le juge da déjà convoqué les deux parties. Ould Mogueya, le désormais ancien secrétaire général (pour combien de temps encore?) a été sommé de présenter dans un délai de trois jours les récépissés, provisoire et définitif, du parti, le Journal officiel où l'acte de naissance du parti a été publié et l'acte qui l'a nommé secrétaire général. Et aux plaignants, il a demandé de prouver leur adhésion au parti et leur qualité de congressistes. Le magistrat a convoqué les deux parties ce mercredi à midi pour juger l'affaire. Et il y a fort à parier, selon les avocats des contestataires, que "sa décision ira dans le même sens que celle de la chambre administrative".

## Saignée à blanc

En attendant d'avoir de nouveau affaire à la justice, le PRDR a élu la semaine dernière son président du Conseil national. Sans trop de difficultés, le choix s'est porté sur Ethmane Ould Cheikh Abou El Maali, actuel ambassadeur de la Mauritanie au Koweït. Président de la commission de désignation, il s'est auto-proclamé candidat. Personnage ambitieux sans s'en donner réellement les moyens, Ethmane s'est déjà déclaré candidat à l'élection présidentielle de 1992 (candidature que d'aucuns avaient qualifié de provoquée par le pouvoir) avant de se retirer au profit de Ould Taya. Minoritaire au sein de son ensemble tribal, il a été le candidat par défaut pour éviter au parti d'avoir à trancher entre les poids lourds des grandes

régions. Ce qui aurait pu leur valoir de nouveaux déboires. Dès sa prise de fonction, Ethmane a essayé de recoller les morceaux en reportant à plusieurs reprises la tenue du Conseil national qui devait élire un Secrétaire général. Au moins 7 candidats s'étant déclarés. Une élection dans ces conditions équivaldrait pour le vainqueur à une victoire à la Pyrrhus. Finalement et après de longues tractations, seuls deux candidats resteront en lice, mais seulement 238 membres du conseil (sur 295) prendront part au vote. Une saignée qui continuera avec l'élection de bureau politique qui n'obtiendra que 120 voix sur les 170 présents (30 ont voté contre et 20 se sont abstenus). Un nombre qui risque de diminuer de nouveau avec l'élection du permanent prévue au cours des prochains jours, si le parti réussit à rapprocher les points de vue. Ce qui ne sera pas tâche aisée. Beaucoup d'acteurs politiques, qui se considéraient déjà victimes de marginalisation au temps de Maouya parce qu'ils n'avaient ni réseaux ni moyens, sont mécontents et certains d'entre eux ont déjà exprimé leur désir de quitter le parti. Comme cet ensemble de six cadres soninké du Guidimakha avec à leur tête Sydney Sokhna qui ont suspendu leur participation à l'ensemble des activités du PRDR. Une mesure qui est en train d'être suivie par d'autres ensembles à travers tout le pays, comme au Hodg El Gharbi où Ould Deh, Rachid et Eby Ould Doussou ont décidé de se retirer du parti ou au Gorgol où le choix porté sur Kane Moustapha risque de porter un coup fatal à cette formation.

## La vieille garde exclue

Autre élément dangereux pour la cohésion, déjà mise à rude épreuve, de

cette formation, l'exclusion de la grande majorité des membres du bureau exécutif sortant, dont seulement 4 sur 11 tirent leur épingle du jeu: Dieng Boubou Farba, Boydiel Ould Houmeid, Bouh Ould Hamoud et Selma Mint Teguedi. Les autres, qui ont pourtant exprimé leurs ambitions, ont été battus. Ne bénéficiant pas d'une assise nationale et d'une crédibilité réelle, ils ont été boutés par la dynamique régionale. Ce qui explique au moins une chose: ces gens étaient imposés par Ould Taya et ils existeront difficilement après lui. Les lendemains risquent donc d'être difficiles pour un parti qui n'a plus les moyens de colmater les brèches en octroyant des lots de consolation aux exclus et qui réglait ses problèmes par une approche notable et tribale. "A partir du moment où il n'y a pas d'idées ni de programmes, le débat est ramené à la logique de la représentation, à une histoire de personnes. Ce sont donc les mêmes pratiques qui se perpétuent, mais avec des atouts en moins", note ce cadre mécontent.

En tout état de cause, les nouveaux patrons du parti débarqueront dans un siège qui a tout l'air d'une planète abandonnée. Plus de ferveur, plus d'enthousiasme et plus de staff. Sur les quatre personnes qui faisaient tourner le secrétariat général, il ne reste plus que Kaber Ould Hamoudi qui finira par se sentir trop seul. A moins que l'audience de ce mercredi ne remette tout en cause. Tout l'échafaudage s'écroulera alors. Et il faudra avoir le souffle assez long pour mener un combat judiciaire qui ne sera pas de tout repos.

AHMED O. CHEIKH